Points de vue sur les relations de défense franco-britanniques

Edward Llewellyn - Catherine Colonna

Ambassadeur britannique en France. | Ambassadrice de France au Royaume-Uni.

Ce mois-ci marque le dixième anniversaire des traités de Lancaster House signés à Londres par le Premier ministre britannique, David Cameron et le président de la République française, Nicolas Sarkozy. Ces traités établissaient l'assurance d'une coopération militaire commune entre la France et le Royaume-Uni. Pour marquer cette occasion, nous nous sommes entretenus avec l'ambassadeur britannique en poste en France, Lord Llewellyn et l'ambassadrice de France au Royaume-Uni, Catherine Colonna, pour connaître leur point de vue sur les relations de défense entre la France et le Royaume-Uni au cours de ces dix dernières années et pour savoir comment ces traités continuent à influencer l'avenir de leurs pays respectifs.

1. Quelle description feriez-vous de l'état des relations de défense franco-britanniques dix ans après la signature des traités de Lancaster House ?

EL - En matière de défense, les Français et les Britanniques entretiennent une relation étroite et forte reposant sur des bases très solides. Les traités de Lancaster House ont fixé des objectifs bien précis, dont beaucoup ont déjà été atteints. La Force expéditionnaire bilatérale conjointe (CJEF) en est un très bon exemple. Elle s'appuie sur les Forces armées des deux pays pour être en mesure de fournir un déploiement militaire capable d'opérer sur terre, sur mer et dans les airs. Sa structure de commandement et de contrôle, le soutien logistique qui l'accompagne, tout ce travail est défini avec grande précision et en cela, est emblématique de la relation franco-britannique. Un programme de travail ambitieux a été déroulé lors de cette dernière décennie, et pour les années à venir, restent de nombreux domaines d'intérêt, tels que la défense spatiale et la cyberdéfense. Les traités de Lancaster House constituent un cadre parfait pour de telles coopérations.

CC - Je suis pleinement d'accord, naturellement. Les traités de Lancaster House reflètent une proximité stratégique ancienne, durable et indispensable. Ancienne, elle l'est par notre Histoire commune : nos États se sont forgés l'un contre l'autre, puis l'un avec l'autre, depuis plus de mille ans. Durable, notre coopération l'est non seulement par l'évidence géographique, du Pas-de-Calais au canal d'Anguilla, mais aussi par notre communauté de valeurs et notre culture stratégique. Indispensable, elle l'est plus que jamais à l'heure du retour des États-puissances car, comme l'a rappelé le président Chirac dès 1995, « nous n'imaginons pas de situation

dans laquelle les intérêts vitaux de l'un de nos deux pays pourraient être menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre le soient aussi ».

2. De quelle manière l'évolution de la force expéditionnaire bilatérale a-t-elle aidé à faire évoluer la relation de défense franco-britannique dans les trois armées ?

CC - La *CJEF*, force expéditionnaire bilatérale, s'est construite en partant du constat que nos deux pays possédaient à la fois les capacités militaires et les mécanismes politiques pour agir loin, rapidement et de façon décisive. Depuis, l'environnement stratégique s'est considérablement durci (terrorisme enraciné et dialectiques de puissance décomplexées). Nos atouts politico-militaires restent les mêmes, mais l'éventail d'emploi de la *CJEF* s'est élargi : le niveau d'interopérabilité obtenu grâce à ces dix ans d'entraînements communs et de montée en puissance permet d'envisager l'action bilatérale sur un spectre beaucoup plus étendu, de la simple assistance aux populations après une catastrophe naturelle (comme après l'ouragan *Irma* en 2017 aux Antilles) aux actions du haut du spectre les plus complexes (comme l'opération *Hamilton* en Syrie en 2018).

EL - C'est un fait avéré : la force expéditionnaire bilatérale a permis à nos deux pays d'étudier les relations existantes entre nos forces et de les faire évoluer. La Force expéditionnaire a eu un impact positif sur les capacités de déploiement dans toutes nos armées, elle nous a permis de mieux nous comprendre, de mieux interagir, même s'il reste encore des marges de progression. Le fait de réunir des états-majors, tout comme des unités, a permis de mettre en place des procédures opérationnelles communes, se traduisant par des gains d'efficacité pour les deux Forces, pour la Force française comme pour la Force britannique. Par conséquent, lorsqu'elles travaillent ensemble, cela se fait dans un climat de confiance partagée. Cela jouera indubitablement en faveur des opérations franco-britanniques potentielles à venir ; la relation de défense franco-britannique renforcée ne pourra qu'améliorer notre adhésion commune à l'Otan.

3. De quelle manière les attachés de défense et les officiers de liaison et d'échange en poste au Royaume-Uni et en France, présents aussi dans les deux ambassades, peuvent-ils compléter et promouvoir la réalisation des objectifs fixés par les traités de Lancaster House ?

EL - Les officiers de liaison et d'échange des deux pays interagissent en réseau pour mener à bien un certain nombre de projets bilatéraux, s'appuyant sur des capacités diverses et variées. Les projets sont d'ampleur différente : ils recouvrent des initiatives ponctuelles et d'autres s'inscrivent davantage dans la durée. Ces projets ne concernent pas uniquement la Force expéditionnaire, mais comprennent également des exercices en mer, sur terre et dans les airs, l'organisation de réunions afin d'élaborer une vision commune dans des domaines tels que l'espace et le cyber, l'organisation d'événements sportifs, et également des jumelages

avec des unités françaises et britanniques. Ces réseaux, constitués d'officiers intégrés dans le pays de l'autre, permettent aux deux forces de travailler ensemble plus librement et plus efficacement. Ces dix dernières années, le travail de ces officiers a permis de normaliser l'échange et le partage non seulement de personnes, mais également d'idées et d'expériences renforçant les Forces armées de nos deux pays.

CC - Avec plus de 50 soldats, marins et aviateurs, sans compter la cinquantaine de marins français servant l'Otan à Northwood, le réseau militaire français d'officiers d'échange et de liaison au Royaume-Uni est le plus dense au monde. Plusieurs ingénieurs militaires français sont également intégrés dans les bureaux de programmes installés à Bristol, en charge du projet bilatéral ANL/*FASGW* (antnavire léger/*Future Anti-Ship Guided Weapon*) et du programme multinational *Meteor*. Au-delà de l'intérêt immédiat de ces échanges, je crois profondément qu'ils contribuent, sur le long terme, au développement d'une proximité interpersonnelle et d'une culture stratégique commune, dont le grand historien britannique Hew Strachan nous rappelle qu'elle est le plus souvent la clef des victoires, au-delà de la simple capacité à combattre.

4. De quelle manière les traités ont-ils facilité l'opération *Barkhane* ?

CC - L'engagement français au Mali, à partir de 2013, a été fondé sur la conviction profonde que notre sécurité se joue parfois à des milliers de kilomètres. Je crois que nos partenaires britanniques partagent la même conviction, et ils l'ont montré à plusieurs reprises en soutenant notre action aux Nations unies.

Du point de vue militaire, la précieuse contribution britannique à l'opération *Barkhane* fait trois démonstrations : la solidarité, la complémentarité, l'interopérabilité, autant de caractéristiques qui sont au cœur de la culture *CJEF*.

EL - Les traités de Lancaster House ont permis d'ouvrir la voie à l'engagement britannique en soutien à l'opération française *Barkhane* et nous avons observé une coopération franco-britannique accrue au Sahel. Comme nos deux armées avaient l'habitude de travailler ensemble, l'arrivée des hélicoptères britanniques Chinook CH-47 de la Royal Air Force dans l'opération au Mali s'est faite sans heurts. D'anciens officiers de liaison ont joué un rôle central dans la structure de commandement opérationnelle ; ils ont puisé dans les relations personnelles qu'ils avaient établies en amont et ils ont mis à profit le fait de connaître la façon de travailler de chacun, ce qui apporte une plus-value inestimable.

5. Les traités de Lancaster House ont favorisé la coopération franco-britannique en matière de contre-terrorisme. Quels sont les moments liés à ce travail qui ont fait date et qui vous ont marqué au cours de cette dernière décennie ?

CC - En 2015, la France a été frappée à plusieurs reprises sur son sol par des attentats terroristes planifiés, commandés et revendiqués depuis Raqqa. La

France et le Royaume-Uni ont alors fait preuve d'une intense coopération dans la lutte contre *Daech*, notamment dans le cadre de nos opérations au Levant. Ainsi, lorsque le porte-avions *Charles-de-Gaulle* a dû appareiller sur alerte, à chaque fois, nous avons pu intégrer une frégate d'escorte britannique au groupe aéronaval. Nos forces aériennes ont été capables de mener ensemble, sous faible préavis, des raids aériens sur la Syrie destinés à réduire cette menace terroriste.

Un tel niveau d'intégration de nos armées dans un environnement opérationnel aussi exigeant, sous menace, sans préavis, ne se décrète pas : c'est le fruit d'équipements compatibles, d'entraînements communs, d'officiers de liaison et d'états-majors communs, patiemment développés sur plusieurs années.

EL - Ces dix dernières années, nos deux pays, le Royaume-Uni et la France, ont dû faire face à des drames humains lors d'attentats terroristes perpétrés sur leur sol. Cette menace commune que nous partageons et à laquelle nous devons faire face ne fait que renforcer notre détermination à travailler ensemble ; la coopération du Royaume-Uni et de la France en matière de contre-terrorisme n'a jamais été plus étroite. En 2017, après les attentats de Manchester au Royaume-Uni, le président Macron s'est rendu à pied de l'Élysée à l'ambassade du Royaume-Uni pour exprimer toute sa solidarité et son soutien aux victimes de cet horrible attentat. Nous avons été touchés par son geste, qui témoigne des liens étroits qui unissent nos deux pays, des pertes humaines subies dans nos deux pays et de notre profonde détermination à faire front commun face au terrorisme.

6. Au regard du Sommet du 70^e anniversaire de l'Otan célébré en décembre 2019, comment la relation de défense franco-britannique se positionne-t-elle en complément de la mission de l'Otan ?

EL - Le Royaume-Uni et la France travaillent en étroite collaboration en matière de défense, de façon bilatérale ou multilatérale, en particulier dans le cadre de l'Otan. La contribution française au déploiement de la « présence avancée renforcée » de l'Otan en Estonie en est un très bon exemple. Les Français se sont joints à nous en 2017, en 2019 et nous rejoindront en 2021, apportant une contribution essentielle à ce détachement mené par le Royaume-Uni, et déployé là-bas. Il existe de nombreux autres domaines dans lesquels la coopération franco-britannique en matière de défense intervient en soutien aux efforts de l'Otan pour renforcer les capacités, l'interopérabilité et la coopération entre alliés. En tant que grandes puissances de défense européennes, tous les deux membres de l'Otan, avec des forces armées de volume équivalent qui sont expéditionnaires en perspectives et en activités, plus nous travaillerons en étroite collaboration, plus nous nous montrerons efficaces en tant qu'alliés de l'Otan. Dans le cadre des traités de Lancaster House, la France et le Royaume-Uni ont échangé des contingents composés de dix militaires de l'Armée de terre entre notre état-major de l'Otan – le *ARRC* (*Allied Rapid Reaction Corps*) situé près de Gloucester et le *CRR-FR* (Corps de réaction rapide – France)

situé à Lille ; ces détachements (bien que petits) nous permettent à nous, alliés principaux dans l'Otan, de construire les ponts nécessaires pour le maintien d'une coopération étroite et efficace.

CC - Ces ponts sont en effet importants, parce qu'il ne faut pas oublier qu'au fondement de l'Otan, il y a le Traité qui inclut une clause de défense collective, laquelle exige non seulement un engagement politique sans faille, mais aussi des capacités militaires disponibles, entraînées et interopérables. Nos budgets militaires, nos engagements réguliers, en entraînement comme en opérations, l'interopérabilité de nos matériels et de nos tactiques sont autant de bénéfices évidents pour l'Otan. Ainsi, par exemple, la France et le Royaume-Uni ont conduit depuis cinq ans un programme commun pour développer un système de lutte contre les mines maritimes uniquement à base de drones navals. Ce programme nous confère aujourd'hui une avance majeure dans ce domaine : la France et le Royaume-Uni seront les premiers pays à disposer d'un tel système pleinement qualifié et opérationnel d'ici deux ans.

Par ailleurs, la France et le Royaume-Uni, seules puissances nucléaires européennes, contribuent à la capacité de dissuasion de l'Alliance atlantique. Elles le font de façon bien différente puisque la France ne participe pas aux mécanismes de planification nucléaire de l'Alliance. Grâce au haut niveau de confiance mutuelle consacré par Lancaster House, nos deux pays peuvent aussi échanger sur le rôle de la dissuasion dans le monde actuel, et contribuer de ce fait à la culture nucléaire de l'Alliance. Enfin, par la culture stratégique commune acquise grâce à ce partenariat, nos deux pays peuvent contribuer ensemble efficacement à la réflexion menée au sein de l'Alliance sur la conflictualité de demain, par exemple sur le rôle des technologies émergentes, l'avenir de la défense spatiale ou le cyber.

7. Les armées britanniques et françaises totalisent à elles deux la moitié des dépenses de défense de l'UE et les deux tiers de celles pour la recherche et le développement. Quelle conséquence votre sortie de l'UE a-t-elle eue sur la politique de défense franco-britannique ? Peut-elle, par exemple, permettre un éventuel accord en matière de sécurité ?

CC - Nous devons tenir compte du *Brexit*, bien sûr, mais je rappelle que nos deux pays seront et resteront des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, des puissances nucléaires et des États de droit soucieux de défendre les valeurs démocratiques. Et je n'oublie bien sûr pas, de la Somme à Arromanches, à quel point le Royaume-Uni a contribué à la sécurité et à la liberté du continent européen au cours de l'histoire. Le Royaume-Uni hors de l'UE reste en Europe, et demeure un partenaire stratégique de premier plan pour nous sur un grand nombre de sujets. Nos deux pays resteront engagés pour la sécurité et la stabilité de l'Europe et de son voisinage, que ce soit au travers de notre coopération dans l'Otan, nos coopérations bilatérales ou par des mécanismes collectifs, et je pense

par exemple à l'initiative européenne d'intervention, qui est un instrument en plein essor qui contribue pleinement à définir notre culture stratégique européenne commune. Pour le reste, et notamment la question d'une future association entre le Royaume-Uni et l'UE sur les sujets de sécurité et de défense, cela dépendra des négociations en cours. Mais, quelle qu'en soit l'issue, je ne doute pas, pour reprendre les propos du président de la République à Londres, le 18 juin 2020 lors des commémorations du 80^e anniversaire de l'Appel du 18 juin, que nous continuerons à assumer « chacun, libres et souverains, un destin européen, une inspiration universelle qu'inspire l'esprit de résistance et qui nous commande de ne jamais cesser d'agir ensemble pour être pleinement nous-mêmes ».

EL - C'est un fait : le lien qui unit le Royaume-Uni et la France en matière de défense reste très fort. Alors que les preuves les plus tangibles de cette relation sont visibles dans l'engagement permanent des hélicoptères britanniques Chinook CH-47 au sein de l'opération *Barkhane* au Sahel, ainsi que les chars et la compagnie d'infanterie français qui ont pris part à la présence avancée renforcée en Estonie, il ne faut surtout pas oublier de souligner que nos deux pays participent également à des entraînements en mer, garantissant ainsi l'accès vital à nos routes commerciales maritimes. Dans le domaine maritime, nous sommes d'ores et déjà en train d'élaborer des plans pour assurer la coordination de notre capacité commune du groupe aéronaval pour l'an prochain ; notre capacité à travailler ensemble dans un environnement sous-marin augmente de jour en jour. Ce sont l'officier de l'Armée de terre travaillant sur des plans interarmées dans un état-major, tout comme un officier de la Royal Navy étant de quart à bord d'une frégate française, et aussi le pilote de la RAF aux commandes de l'avion ramenant des soldats français blessés qui sont l'incarnation même de cette relation et qui traduisent la parole abstraite en actes concrets. Notre coopération étroite continuera à se développer et à évoluer, et se poursuivra au cours de la deuxième décennie de coopération des traités de Lancaster House qui s'amorce.

8. À votre avis, quels seront, à court et à long terme, les effets de l'épidémie de Covid-19 sur la relation militaire franco-britannique ?

EL - Les Britanniques et les Français ont tous les deux utilisé des liens – officiels et officieux – pour échanger des idées et pour apporter leur aide à nos gouvernements respectifs lors de la pandémie de Covid-19. Cela a renforcé notre relation bilatérale. Pour préparer le long terme, la Covid-19 nous a incités à voir ensemble comment nous adapter à la situation avec nos opérations de résilience. En agissant de la sorte, nous ferons l'apprentissage mutuel des pratiques qui permettent d'obtenir les meilleurs résultats. Nous avons échangé des renseignements utiles qui ont permis de rendre plus efficace l'évacuation médicale par voie aérienne de patients atteints de la Covid-19 et nous renforçons nos capacités d'anticipation en partageant nos retours d'expériences d'opérations de résilience.

CC - J'ai été moi aussi frappée par la poursuite de notre coopération malgré les difficultés posées par la Covid-19. Au premier semestre 2020, la force navale multilatérale CTF 150 était commandée depuis Bahreïn par un état-major commun franco-britannique. Des officiers d'échange français ont été insérés dans l'état-major du London District, dans le cadre de l'opération *Rescript* alors que des officiers d'échange britanniques participaient en France à l'opération *Résilience*. La crise sanitaire nous a aussi obligés à développer des solutions de communication électronique, y compris à des niveaux de confidentialité qui nous faisaient défaut depuis dix ans et qui sont une brique fondamentale dans la construction de notre interopérabilité.

Le contexte actuel montre une nouvelle fois l'importance des enjeux de résilience, de protection des réseaux, de maîtrise des chaînes d'approvisionnement notamment en matériels de défense, de contrôle des investissements, et de maîtrise des effets sécuritaires des phénomènes environnementaux et naturels. Il démontre également, qu'à plus long terme, un dialogue et une coopération sur ces sujets, à l'échelle de toute l'Europe et au-delà, sont une nécessité. La France et le Royaume-Uni ont vocation, il me semble, à contribuer à cette réflexion.

9. Le Sommet de Sandhurst comprenait un objectif visant à développer une vision commune en ce qui concerne le secteur des systèmes d'armes complexes, faisant partie d'une stratégie à long terme dans le but de réaliser des économies en matière de livraison de matériel militaire tout en réduisant au minimum les contraintes nationales et en renforçant notre base industrielle et technologique de défense commune. Quels progrès ont été réalisés depuis lors ? Comment envisagez-vous la coopération en ce domaine dans les années à venir ?

EL - La coopération permet de combler les besoins de nos armées et peut donner à nos entreprises les moyens de rester compétitives sur le marché mondial. C'est un sujet d'intérêt pour les dix années à venir. Le comité de pilotage de la stratégie des armes complexes travaille sur l'amélioration d'un cadre de coopération entre les gouvernements et le monde industriel. Fondé sur le partenariat de technologie internationale des armes complexes établi de longue date et de centres d'excellence industrielle mis en place en 2016, le comité pourra recourir plus rapidement aux nouvelles technologies dans la fabrication et mise à jour des missiles. Et ce n'est pas tout. Nous envisageons également d'autres façons de coopérer, à court et à long termes, en associant nos compétences nationales et nos feuilles de route technologiques.

CC - Les orientations prises à Sandhurst s'inscrivent dans la continuité de l'initiative « *one MBDA* » lancée lors du Sommet de Lancaster House en 2010. L'objectif était de consolider un industriel maître d'œuvre commun entre la France et le Royaume-Uni, et d'en faire un champion européen à l'international. Avec l'accord intergouvernemental sur les systèmes de missiles signé en 2015, les deux pays ont accompagné et soutenu une intégration poussée des branches française et britannique de la société MBDA dans certains domaines technologiques. Ils ont

aussi accepté un principe de mutuelle dépendance inédit en Europe jusqu'à ce jour. Ce modèle a aujourd'hui prouvé son efficacité et nous pouvons sans doute aller encore plus loin. Le programme conjoint FMAN/FMC (futur missile anti-navire/futur missile de croisière) sera à ce titre structurant pour la poursuite de la coopération industrielle entre nos deux pays dans le domaine des missiles.

10. Alors que le Royaume-Uni et la France suivent des chemins différents en ce qui concerne le Système de combat aérien du futur (Scaf), comment envisagez-vous la coopération dans ce domaine dans les années à venir ?

CC - Face à la multiplication sans précédent d'avions et de drones de combat de nouvelle génération dans le monde, notre intérêt stratégique commun est, avant tout, de posséder chacun des systèmes de combat aériens adaptés à la menace, performants et en nombres suffisants. Cela repose sur une équation complexe entre nos besoins militaires, le soutien de nos bases industrielles et technologiques de défense et l'équipement de nos alliés, qui ne permet pas toujours de converger de façon aussi poussée que nous le souhaiterions. En tout état de cause, compte tenu de nos intérêts communs et de nos engagements réciproques, nous devons veiller à ce que nos systèmes respectifs soient interopérables, tant sur le plan tactique afin de pouvoir mener sans préavis, comme nous avons démontré à plusieurs reprises que nous savions le faire avec nos avions actuels, des opérations de combat communes.

EL - Je reconnais tout à fait que nous devons assurer et garantir l'interopérabilité de nos systèmes respectifs. La France et le Royaume-Uni continueront à travailler en étroite collaboration lors du développement de leurs programmes respectifs pour assurer et garantir l'interopérabilité des capacités pour l'avenir. Les deux pays restent engagés dans le programme franco-britannique de coopération de développement technologique.

11. Les engagements franco-britanniques pris lors des Sommets de ces dix dernières années se manifestent au-delà des domaines de la sécurité et de la défense. Quels seront, à votre avis, les principaux sujets de discussion et lignes d'action du prochain Sommet ?

CC - Le contexte politico-stratégique a beaucoup changé depuis 2010 : de nouveaux acteurs ont fait irruption sur la scène internationale, nos dettes nationales ont été creusées par la crise de la Covid, le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne, le lien transatlantique a évolué. Nous devons, avant tout, tirer des conséquences de ces bouleversements, et tenter d'en discerner les conséquences pour les dix ans à venir – et au-delà. Mais je crois pouvoir déjà prédire que notre besoin de coopération s'est renforcé, tant par la prégnance des menaces, y compris dans les champs immatériels, que par la nécessité de faire l'usage le plus efficace possible de ressources comptées.

EL - Nous sommes actuellement en pleine discussion sur les programmes du prochain Sommet franco-britannique. Nous partageons la même ambition pour un Sommet qui étudiera un large éventail de questions. Certaines d'entre elles reposeront sur la suite à donner aux réussites majeures résultant des traités de Lancaster House : nous allons, par exemple, voir comment faire évoluer encore davantage la Force expéditionnaire *CJEF*, surtout en ce qui concerne la question importante de l'échange de données. Nous irons plus avant dans l'exploration des domaines de l'espace et du cyber, qui n'en sont qu'à leurs débuts. D'autres sujets importants concernent les technologies de pointe comme l'intelligence artificielle et les *Big Data*. De façon plus générale, le Sommet aura pour objectif de renforcer les liens entre nos deux peuples, ce que nous avons précédemment décrit comme étant primordial, et de nous assurer de travailler ensemble pour trouver des solutions aux défis de demain auxquels la France et le Royaume-Uni devront faire face, en particulier dans le contexte géopolitique, environnemental et sanitaire (Covid-19) actuel. Le fait que le Royaume-Uni accueillera le G7 et la COP 26 l'an prochain font souligner une importance capitale de la relation bilatérale entre nos deux pays.

12. 2020 marque non seulement les dix ans des traités de Lancaster House, mais 2020 est également l'année qui marque d'autres commémorations importantes – en particulier les 80 ans de l'appel du 18 juin lancé par le général de Gaulle à la BBC et les 75 ans du jour de la Victoire en Europe. Comment avez-vous célébré ces journées de part et d'autre de la Manche ?

EL - La commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 fut la première d'une longue série de commémorations célébrées cet été : anniversaire de la nomination de Winston Churchill au poste de Premier ministre, appel du 18 juin du général de Gaulle, année du général de Gaulle en France, évacuation des troupes à Dunkerque. À l'ambassade, avec mon Attaché de Défense, j'ai marqué les 75 ans de ce que nous, les Britanniques, appelons le Jour de la Victoire en Europe, en observant deux minutes de silence et en déposant une gerbe de fleurs au pied du buste de Churchill que nous avons à l'ambassade. Ce jour-là, j'ai également passé un moment agréable en visioconférence avec le petit-fils de Churchill, Sir Nicholas Soames, à parler de « l'histoire d'amour » entretenue par son grand-père pour la France. Malgré la période difficile que nous traversons, et les effets néfastes de la Covid-19 en France, au Royaume-Uni et partout dans le monde, il était particulièrement émouvant de voir comment les autres pays s'étaient adaptés pour mettre le 8 mai à l'honneur. C'était une fierté pour moi que de prendre part à ces commémorations célébrées des deux côtés de la Manche, que ce soit au Royaume-Uni sous forme de fêtes populaires respectant la distanciation physique ou en France, avec des balcons pavoisés de drapeaux bleu, blanc, rouge.

CC - L'appel du 18 juin est célébré chaque année dans tous les établissements militaires de France, et au-delà. Nous sommes pour toujours reconnaissants

envers le Royaume-Uni d'avoir donné asile au général de Gaulle et aux premiers résistants, et à travers eux à l'esprit de la République. Cette reconnaissance s'est concrétisée cette année par la remise de la Légion d'Honneur à la ville de Londres par le président Macron. Et ce n'est qu'un début : nous entrons dans un cycle mémoriel de cinq ans, qui, j'espère dès la sortie de la crise de la Covid, nous permettra de nous retrouver côte à côte dans de nombreux lieux de mémoire et d'honorer cette relation bilatérale à laquelle nous devons tant.

13. La coopération franco-britannique couvre une période allant de l'Entente cordiale de 1904 aux traités de Lancaster House de 2010. Comment envisagez-vous la relation de défense de demain entre le Royaume-Uni et la France ?

EL - Entre le Royaume-Uni et la France, c'est une longue histoire. En 1843, Lord Aberdeen, à l'époque notre ministre des Affaires étrangères, a rédigé « l'entente cordiale et bonne » de nos deux pays. Ces valeurs collectives ont pris corps dans l'Entente cordiale, il y a 116 ans. Puis en 2010, à Londres une fois de plus, il y eut la signature d'un nouvel accord : les traités de Lancaster House dont nous célébrons les dix ans cette année. Aujourd'hui, nous continuons d'assurer un soutien mutuel et à travailler en étroite collaboration, notre coopération militaire étant le fer de lance de cette relation bilatérale et de notre amitié. Une relation qui, je n'en doute pas un instant, s'inscrira dans le temps long et continuera à prospérer. Nous continuons, ensemble, à faire face aux défis imprévus et inédits, à nous emparer des opportunités quand elles se présentent, tout en prenant le temps de célébrer les nombreux événements marquants de nos réussites collectives. Demain, mes successeurs trouveront peut-être une relation de défense franco-britannique intégrée, homogène et soudée constituant un partenariat réellement inséré, reflet manifeste de ces forces motrices qui nous guident et nous unissent, à savoir : notre géographie, notre vision d'ensemble, nos valeurs communes et notre démocratie.

CC - Je partage entièrement la vision pleine d'enthousiasme d'Ed. Tous les fondamentaux sont en place pour le développement de cette relation stratégique. Le *Brexit* ne modifie pas ces fondamentaux. Il marque tout de même une nouvelle étape et nous incite à réinventer notre partenariat. N'oublions pas que ce dernier a souvent été la préfiguration de mécanismes collectifs transatlantique (traité de Dunkerque) ou européen (Saint-Malo). À nous désormais de travailler à lui donner une nouvelle dynamique et un nouveau sens ; et cet anniversaire des dix ans des Accords de Lancaster House, en nous permettant de considérer ce qui a été accompli et les défis à venir, nous donne l'impulsion nécessaire.

N'oublions pas non plus que l'Histoire peut être tragique : si notre alliance est indispensable, c'est que le monde est, aujourd'hui plus que jamais, dangereux et imprévisible. Et ce sont bien, depuis la première Entente cordiale, dans les tempêtes que notre amitié s'est cimentée. ♦